



CENTRE HOSPITALIER
Carcassonne

1060 chemin de la Madeleine - CS 40001 - 11010 CARCASSONNE CEDEX

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC N° 25CNEMAPA18

**MISE A DISPOSITION TEMPORAIRE
D'EMPLACEMENTS DESTINES A L'INSTALLATION
D'ARMOIRES POUR DEPOT D'ATTELLES -
ORTHESES – BEQUILLES AU CENTRE
HOSPITALIER DE CARCASSONNE**

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION | 3 |
| ARTICLE 2 - DUREE | 3 |
| ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS | 3 |
| ARTICLE 4 - MISE A DISPOSITION | 3 |
| ARTICLE 5 - MODALITES D'EXECUTION | 4 |
| ARTICLE 6 - PERSONNEL DE SERVICE | 5 |
| ARTICLE 7 - ENTRETIEN | 6 |
| ARTICLE 8 - RESPONSABILITE DU PRENEUR | 6 |
| ARTICLE 9 - CONDITIONS FINANCIERES | 7 |
| ARTICLE 10 - CONSERVATION DE LA CHOSE LOUEE | 9 |
| ARTICLE 11 - EVOLUTION LEGISLATIVE OU REGLEMENTAIRE | 9 |
| ARTICLE 12 - RESILIATION | 9 |
| ARTICLE 13 - ATTRIBUTION DE COMPETENCE | 10 |

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet la mise à disposition temporaire d'emplacements destinés à l'installation d'armoires pour dépôt d'attelles, orthèses et béquilles au service des urgences et au service des consultations orthopédiques du Centre Hospitalier de Carcassonne.

La présente convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public. En conséquence, l'occupant ne pourra en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation et quelque autre droit.

ARTICLE 2 - DUREE

La présente convention sera conclue pour une durée d'un an à compter de sa date de notification. Elle sera renouvelée annuellement de manière tacite par le Centre hospitalier dans la limite totale de 4 ans, période ferme comprise. En cas de non reconduction, le titulaire du contrat sera informé 2 mois avant l'échéance.

ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives de l'accord qui est passé avec le preneur sont énumérées ci-après :

- La présente convention d'occupation du domaine public valant acte d'engagement et ses annexes, dûment renseignés, paraphés et signés.
- L'offre technique du titulaire (les fiches techniques et les échantillons).

ARTICLE 4 - MISE A DISPOSITION

4.1 -Identification de l'emplacement mis à disposition

Le Centre Hospitalier de Carcassonne met à disposition du preneur une surface de 2 m² environ au service des Urgences adulte et une surface d'environ 1 m² au service des Consultations orthopédiques.

Les emplacements faisant l'objet de la convention ne peuvent être modifiés sans l'accord préalable écrit du Centre Hospitalier de Carcassonne. Le Centre Hospitalier de Carcassonne peut décider, avec un préavis d'un mois, de changer ces emplacements.

En cas d'urgence, le Centre Hospitalier de Carcassonne peut décider ce changement de lieu sans préavis.

4.2 -Destination des lieux mis à disposition

Les emplacements mis à disposition du preneur sont strictement destinés au dépôt d'attelles, orthèses et béquilles tel que décrit à l'article 1, à l'exclusion de tout autre usage.

4.3 -Etat des lieux

Lors de la mise à disposition et à la sortie des lieux, un état des lieux contradictoire sera dressé. A l'expiration de la présente convention, quel qu'en soit le motif, l'occupant devra évacuer les lieux occupés, enlever ses installations et remettre les lieux en l'état à ses frais.

ARTICLE 5 - MODALITES D'EXECUTION

5.1 -Conditions générales d'exécution

Le service de dépôt devra s'organiser comme suit :

Le prestataire s'engage à déposer les produits dans chacune des armoires qu'il fournira. Une liste minimale obligatoire par armoire est référencée en Annexe 1. Cette liste pourra varier en accord avec les responsables des Urgences.

Chaque produit sera accompagné d'une pochette. Cette pochette comprendra :

- Une fiche d'information du libre choix du patient ;
- Une facture de l'article indiquant le prix HT et TTC ;
- Une fiche de renseignement du patient comportant ses noms et prénoms, sa date de naissance, son adresse, son numéro de téléphone, le nom de l'assurance primaire dont il dépend (CPAM, n° de centre ou équivalent).

Le personnel soignant se servira directement dans ce dépôt pour équiper les patients. Il devra, en contrepartie, déposer dans la pochette du produit utilisé :

- Les renseignements concernant le patient ;
- Une prescription médicale ;
- Une photocopie de la carte vitale et/ou une attestation sécurité sociale ;
- Une photocopie de l'attestation d'assurance complémentaire.

Les pochettes fournies par le preneur seront récupérées par ses soins lors des réapprovisionnements.

Il facturera directement à l'assurance primaire du patient pour le tiers payant. La différence entre le montant remboursé par l'assurance primaire et le prix du produit mis en dépôt sera directement facturée à l'assurance complémentaire ou à défaut au patient.

Les informations collectées par le preneur serviront uniquement à la facturation des articles.

Elles ne seront, en aucun cas, divulguées à un organisme, commercial ou autre.

5.2 - Conditions particulières

5.2.1 - Conditions tenant au prix :

Les prix des produits mis en dépôt sont établis en conformité avec la réglementation en vigueur. Ils ne doivent pas dépasser les prix LPPR.

Les prix nets pratiqués seront clairement indiqués par le preneur sur les armoires.

5.2.2 - Conditions tenant à l'information du choix du patient :

Le patient devra impérativement être informé qu'il a le libre choix du fournisseur. Le preneur lui remettra au moment de la délivrance d'un article, une attestation de délivrance et d'acceptation d'appareillages.

Le preneur s'engage à informer par voie d'affichage les conditions dans lesquelles se déroule la prestation et notamment les conditions tarifaires.

5.2.3 - Conditions tenant au stockage des produits :

Les produits définis avec le service des urgences et le service des consultations doivent être stockés dans les armoires fournies par le preneur. Ces armoires seront fermées soit à clef, soit par tout autre dispositif sécurisé. L'accès à ces armoires sera limité à deux personnes par service :

- Le cadre de santé du service concerné ;
- Le responsable et gestionnaire du matériel du service concerné.

L'agencement des armoires doit permettre un repérage rapide du matériel. L'identification de chaque produit devra être indiquée sur chaque emballage.

5.2.4 - Conditions tenant au réapprovisionnement :

Les réapprovisionnements s'effectueront selon un rythme permettant une bonne rotation qui sera déterminé avec le cadre de santé des Urgences et le cadre de santé des Consultations.

Les jours et horaires des réapprovisionnements pourront être modifiés à la convenance du personnel des urgences et des consultations. Ils devront strictement être respectés par le preneur.

Le preneur s'engage à réapprovisionner, à chacun de ses passages, la totalité des produits mentionnés en Annexe 1 de la présente convention.

ARTICLE 6 - PERSONNEL DE SERVICE

Les employés qui seront chargés de l'exécution du service par le preneur devront se conformer au règlement intérieur ainsi qu'aux prescriptions applicables au sein du Centre Hospitalier de Carcassonne. Ils seront rétribués par le preneur.

L'Etablissement pourra exiger leur remplacement dans l'hypothèse où leur comportement serait incompatible avec le règlement intérieur du Centre Hospitalier de Carcassonne.

Le preneur veillera à la bonne application des dispositions du code du travail les concernant, notamment en matière de contrôle médical réglementaire du personnel travaillant en établissement de santé.

Le personnel sera soumis à une obligation absolue de discrétion et secret professionnels pour tout fait ou information dont il aurait connaissance dans le cadre de son activité.

Il devra en outre être facilement identifiable grâce au port d'un badge.

ARTICLE 7 - ENTRETIEN

Les locaux, leurs abords immédiats, et le mobilier installé seront maintenus en parfait état de propreté permanente par les soins du preneur.

ARTICLE 8 - RESPONSABILITE DU PRENEUR

8.1 -Caractère personnel :

La présente convention est consentie à titre personnel.

A cet égard, le preneur déclare être pleinement informé qu'il n'a pas qualité pour autoriser un tiers à occuper le domaine public du Centre Hospitalier de Carcassonne.

8.2 -Responsabilité :

Le preneur est seul responsable de tous dommages corporels, matériels ou immatériels consécutifs ou non à un dommage matériel ou corporel, qu'ils soient directs ou indirects, qui pourraient être occasionnés du fait de la mise en place, de l'existence ou du fonctionnement de ses installations et/ou interventions de ses personnels.

Le preneur assumera la pleine et entière responsabilité de toute infraction constatée soit dans la mise en vente des articles, soit à l'occasion du paiement des impôts ou du règlement de ses propres fournisseurs.

Le preneur dégagera également le Centre Hospitalier de Carcassonne de toute responsabilité relative à son dépôt, à son entretien, à sa surveillance, aux mouvements des fonds et des marchandises ainsi qu'à leur perte et vol.

Le Centre Hospitalier de Carcassonne ne pourra en aucun cas être tenu responsable des factures impayées par les patients.

8.3 -Assurance :

Le preneur devra fournir, avant le commencement de l'exploitation, puis périodiquement, lors de leur renouvellement, les attestations d'assurances nécessaires, sous peine de résiliation.

8.4 -Obligation d'information :

Le preneur remet à la personne publique une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet de la Convention, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

En outre, le titulaire devra fournir au Centre Hospitalier de Carcassonne, tous les six mois et ce jusqu'à la fin de la convention, les pièces prévues aux articles D. 8222-5, D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

8.5 -Modifications des données administratives :

Le titulaire de la Convention se doit d'informer dans les plus brefs délais, le Centre Hospitalier de Carcassonne à l'adresse suivante :

**Centre Hospitalier de Carcassonne
Service Marchés
1060, Chemin de la Madeleine - CS 40001
11010 CARCASSONNE CEDEX
courriel : secretariat.marches@ch-carcassonne.fr**

De tout changement afférent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné d'un extrait KBIS du registre de commerce et l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- De façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du contrat.

ARTICLE 9 - CONDITIONS FINANCIERES

9.1 -Redevance d'occupation du domaine public

9.1.1. Généralités

La mise à disposition de l'emplacement décrit dans l'article 1 est soumise au versement d'une redevance mensuelle. Le montant de ce loyer sera précisé par le preneur dans son engagement.

9.1.2. Modalités de paiement

Au cours du premier mois de chaque semestre, le preneur versera au Centre Hospitalier de Carcassonne les redevances définies soit :

- par chèque bancaire ou postal, adressé au Trésorier du CH de Carcassonne ;
- par virement dressé sur le compte de la Trésorerie de Carcassonne établissements Hospitaliers : Référence IBAN : **FR30 3000 1002 57C1 1100 0000 011** BIC : **BDFEFRPPCCT** .

9.1.3. Mode de révision des loyers

A la date anniversaire de la signature du contrat, le montant de la redevance sera révisé sur la base de l'évolution de l'indice du coût de la construction, par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times I/I_0$$

P = Loyer mensuel révisé

P₀ = Loyer mensuel initial

I₀ = Indice INSEE du coût de la construction du 2^{ème} trimestre de l'année n

I = Indice INSEE du coût de la construction du 2^{ème} trimestre de l'année n-1

La première révision interviendra à la date anniversaire de la signature du contrat.

9.2 -Dépôt de garantie

Afin de garantir son engagement, le preneur sera tenu de déposer, dès son entrée dans les lieux, auprès du Trésorier du Centre Hospitalier de Carcassonne, un dépôt de garantie équivalent à 2 fois le loyer mensuel.

A l'expiration du présent contrat, le dépôt de garantie sera restitué à la suite d'une main levée délivrée par le Centre Hospitalier de Carcassonne, pour autant que le preneur ait rempli l'intégralité de ses obligations.

Un délai de trois mois à compter du jour de la venue à terme du contrat est ménagé au Centre Hospitalier de Carcassonne pour restituer ce dépôt de garantie.

9.3 -Pénalités

9.3.1. Pénalités de retard de paiement de la redevance :

Lorsque le délai de paiement contractuel de la redevance est dépassé, le prestataire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$$P = V \times R / 100$$

Dans laquelle :

P = Le montant de la pénalité ;

V = La valeur des redevances sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur s'applique au montant des redevances versées tardivement ;

R = le nombre de jours de retard.

9.3.2 Pénalités de retard de réapprovisionnement :

Lorsque le preneur ne réapprovisionne pas la totalité des produits listés en Annexe 1 à la présente convention selon les jours et horaires fixés, il encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$$P = F \times R$$

Dans laquelle :

P = Le montant de la pénalité ;

F = La somme forfaitaire de 50 € ;

R = Le nombre de jours de retard.

ARTICLE 10 - CONSERVATION DE LA CHOSE LOUEE

Le preneur reste propriétaire des biens meubles installés par ses soins. Il les reprendra en fin de contrat à moins que le Centre Hospitalier de Carcassonne ne lui demande de les rétrocéder à son successeur qui, dans ce cas, sera lui-même tenu de les racheter. Le montant de la cession sera égal à la valeur comptable résiduelle des biens.

Dans l'éventualité de l'application de ce dispositif, le preneur communiquera au Centre Hospitalier de Carcassonne les duplicatas des factures de mobiliers et matériels achetés.

ARTICLE 11 - EVOLUTION LEGISLATIVE OU REGLEMENTAIRE

Le contrat est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation de la convention.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du preneur, affectant même de façon mineure l'exécution du contrat, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du contrat.

Le représentant du Centre Hospitalier de Carcassonne pourra négocier de bonne foi un avenant audit contrat, afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation. En cas de refus de la part du titulaire, le contrat sera résilié sans indemnisation et à ses torts exclusivement

Chaque année, une revue de marché pourra être organisée soit à la demande du titulaire ou soit à la demande du Centre Hospitalier de Carcassonne en cas de difficultés rencontrées au cours de l'exécution du marché.

ARTICLE 12 - RESILIATION

La présente convention doit être exécutée de manière correcte, avec diligence et de bonne foi.

Toute infraction à l'une quelconque des clauses dudit contrat ainsi que toute dégradation de la qualité du service rendu entraînera sa résiliation de plein droit, sans indemnité pour le preneur,

dans le délai d'un mois à compter de la réception d'une mise en demeure adressée par le Centre Hospitalier de Carcassonne et restée sans effet.

Le Centre Hospitalier de Carcassonne se réserve également la possibilité de résilier unilatéralement le contrat à tout moment, pour motif d'intérêt général moyennant le respect d'un préavis de deux mois signifié au preneur par lettre recommandée avec avis de réception postal. Aucune indemnité ne sera due à ce titre.

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, la résiliation du contrat est prononcée si l'administrateur judiciaire n'entend pas exiger l'exécution du contrat, sans indemnité pour le preneur.

ARTICLE 13 - ATTRIBUTION DE COMPETENCE

En cas de litige résultant de l'application des clauses de la présente Convention qui n'aurait pu être réglé à l'amiable, le tribunal administratif compétent sera celui de Montpellier.

Fait à Carcassonne, le

Pour le Centre Hospitalier de Carcassonne,
Le Directeur,

Jean-Marie BOLLIET

Pour le Preneur,
**Nom, fonction et signature de
la personne habilitée à engager la Société
Cachet de la Société**